

PCF

Parti
Communiste
Français



L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 17 au 30 novembre 2014 – n°163**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Pierre Laurent : "L'alternative c'est maintenant !" Par Fabrice Savel

"L'alternative, c'est maintenant!" a lancé le secrétaire national du PCF, qui s'adressait à plus de 800 délégués communistes réunis depuis samedi 8 à Montreuil.

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste Français (PCF), a estimé dimanche que Manuel Valls "n'est pas et ne sera jamais le Premier ministre de la gauche". "C'est sans attendre que j'appelle toutes les forces qui refusent cette politique d'austérité à travailler à une nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat de transformation sociale, écologique et démocratique, qui devra être mis en œuvre par un nouveau gouvernement", a déclaré Pierre Laurent, lors de son discours de clôture de la conférence nationale du PCF.

"Maintenant on s'y met! Voilà le message envoyé par cette conférence nationale, personne ne peut rester au milieu du gué", a-t-il dit, ajoutant que "le constat ne suffit plus, c'est à l'action, à la construction qu'il faut passer". "Nous serons s'il le faut "la force tranquille" qui ne renoncera jamais à ouvrir le chemin d'une alternative gagnante", a proposé le chef de file des communistes, qui veut "poursuivre sans relâche (ses) efforts pour dialoguer et construire avec tous, socialistes, écologistes, républicains qui sont convaincus de l'impasse actuelle".

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a de nouveau tendu la main samedi aux «amis frondeurs, écologistes ou tout simplement socialistes affligés» pour construire une «alternative à l'austérité». «Je veux dire à tous ceux avec lesquels nous voulons travailler et avancer, du Front de gauche bien entendu mais aussi à nos amis frondeurs, écologistes ou tout simplement "socialistes affligés": prenez avec nous conscience de l'urgence et de l'ambition nécessaire», a lancé Pierre Laurent dans son discours d'ouverture de la conférence nationale du Parti Communiste Français.

Plus de 800 délégués communistes se sont réunis ce week-end à Montreuil (Seine-Saint-Denis) pour «travailler à l'émergence d'une véritable alternative de société, de politique et de gouvernement et à la démarche de rassemblement nécessaire pour y parvenir». «La France est mal engagée, mal gouvernée, trahie par un pouvoir qui n'a ni idée nouvelle, ni ambition véritable si ce n'est de servir les intérêts des marchés», a dit Pierre Laurent. «Il nous incombe de prendre pour notre part en charge l'avenir de la gauche toute entière et pas seulement de la partie de la gauche que nous constituons», a souligné le secrétaire national du PCF.

«C'est une bataille et des initiatives qui doivent se déployer sur tout le territoire sans attendre la fumée blanche d'un repas à la Fête de l'Humanité, d'une assemblée générale du Front de gauche ou d'un vote des frondeurs au Parlement», a-t-il souligné. En toile de fonds de ces rassemblements politiques, les élections départementales de mars 2015. «Nous devrions viser la construction de candidatures dans tous les cantons», a lancé Pierre Laurent qui veut «proposer de nouveaux visages». Sur le terrain, les communistes veulent aussi «mener des actions concrètes» pour «lutter contre l'austérité». Pierre Laurent a ainsi appelé à participer aux manifestations du 15 novembre avec le collectif 3A ou du 6 novembre avec les chômeurs. Pierre Laurent lui-même entamera à partir de janvier un «tour de France» des régions.

«La question écologique est au cœur de notre combat pour un nouveau modèle de développement», a aussi déclaré Pierre Laurent rappelant que Paris accueillera en 2015 la conférence sur le climat et soulignant le «rapport alarmiste du GIEC».

"Si nous avons beaucoup changé, si nous avons beaucoup évolué, si nous avons même beaucoup tâtonné pour cela, nous n'avons jamais renoncé à être ce que nous sommes: des communistes, des combattants, des résistants, des chercheurs d'avenir", insisté Pierre Laurent. "Nous savons ce qui s'annonce, l'échec historique du pouvoir socialiste, la victoire possible de la droite, du Front national", mais "ce scénario peut être mis en échec", a estimé le sénateur de Paris. "Nous devons écarter tous les petits calculs et nous consacrer à une seule chose: sortir de l'ornière en inventant un nouveau mode de développement pour la France", a-t-il expliqué.

Pierre Laurent a notamment esquissé plusieurs propositions de réforme, comme la "nationalisation des autoroutes", "une nouvelle loi bancaire", "un impôt éthique" avec une baisse de la TVA et une imposition des revenus spéculatifs, la "hausse des salaires". Face à la semaine d'action du Medef du 1er au 8 décembre, Pierre Laurent propose "une contre-semaine d'action, arguments contre arguments". "Partout, demandons des comptes: où va l'argent du CICE? Où va l'argent du crédit impôt recherche? Où va l'argent des banques?"

SOMMAIRE

P1 L'alternative c'est maintenant! -Sommaire

P2-8 Agenda

P3 A voir ou revoir sur l'internet ; Huma
Dimanche du 13 novembre ; Pétitions en ligne

P9 Erdogan pousse la France à la guerre en Syrie ; Un « choc de simplification » qui va mettre en pièces la santé des salariés ; Sivens : de nouvelles procédures de concertation et de décision ; Un plan d'urgence pour Calais

P10 Taxe sur les résidences secondaires à Paris : les communistes n'ont pas toujours tort ; Saccage des locaux EELV : « actes indignes » ; Loi antiterroriste : Une mauvaise nouvelle pour la démocratie ; A Pau, le mano à mano Valls/Bayrou pour une union nationale de l'austérité

P11 Luxleaks : « Des pratiques qui tournent à l'obscénité » ; mettre fin à l'évasion fiscale en Europe est une urgence ; Hollande sur TF1 : un long face à face avec ses échecs ; Michel Sapin, l'ami entier des banques françaises et européennes

P12 Le festival « Alors chante ! » ne doit pas se taire ; Non au budget d'austérité : le PCF appelle aux manifestations le 15 novembre ; A lire

P13 Accord Climat Chine/USA : " un début de prise en compte de l'urgence climatique " ; Les banques françaises folles amoureuses des paradis fiscaux ; Le PCF réaffirme sa solidarité avec tous les démocrates et progressistes marocains ; Sarkozy fait son coming out homophobe

P14-15 **NON AU BUDGET HOLLANDE-MEDEF**

VITE, UNE AUTRE POLITIQUE !

P16 STOP AU RACKET !

RENATIONALISONS LES AUTOROUTES

P17 Intervention de François Hollande : confessions d'un homme qui vit dans son monde ; Stop à la colonisation de Jérusalem-Est !

P18 Ils ne "savaient rien" mais rassurez-vous, ils agissent ; Déclaration de la CENA sur la journée internationale des étudiants

P19 **Des milliards pour les actionnaires, des salaires de misère pour les jeunes**

P20-21 **En finir avec le tout-sécuritaire**

P22 Die Linke bientôt à la tête d'un Land ; Venezuela : Nicolas Maduro annonce une hausse de 15% du salaire minimum ; Le retour des communistes (CPIM) dans l'État du Maharashtra (Inde) ; Aidons l'Huma

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :
visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection
de films. Échanges sur nos points de vue et sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de
Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce
quai illégalement privatisé par quelques-uns

**Lundi 17 novembre à 18h : Pierre Laurent sera
l'invité du Grand témoin sur LCI**

Mardi 18 novembre mobilisations fonction publique

12h30 à 14h la Maison des associations de Genève 15 rue
des Savoises : Les médias associatifs et les acteurs de
solidarité internationale : quelles synergies ?

20H30 Thônes Collège des Aravis conférence débat « La
justice pénale en France »



Conférence-débat

LA JUSTICE PENALE

EN FRANCE AUJOURD'HUI

Présentée par Marjolaine Maistre
Juge de l'application des peines au Tribunal de Grande Instance d'Annecy

MARDI 18 NOVEMBRE

20 Heures 30

COLLEGE DES ARAVIS

Entrée :
3 € pour les adhérents
5 € pour les non adhérents

THÔNES

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

**Mercredi 19 novembre 20h Salle Pierre Lamy 12, rue
de la République Annecy Réunion-débat PROJET DE
CENTRE DE CONGRES SUR LA PRESQU'ILE
D'ALBIGNY Ce que vous devez savoir... Ce que l'on
ne vous a pas dit...**

20h Alterlocal Soirée féministe : projection du
documentaire "Le clitoris, ce cher inconnu" Film
documentaire de Michèle Dominici, Variety Moszinski et
Stephen Firmin

20h au Parnal, Thorens "Sacrée croissance " de et avec
Marie Monique Robin

Jeudi 20 Novembre 19H30 Alterlocal Atelier choucroute

20h30 au Collège Samivel Bonneville : Les jeudis de
l'Université Populaire - Cycle violence et délinquance N°2

**Vendredi 21 novembre à 18h15 : Pierre Laurent
interviendra dans Parlement Hebdo sur Public Sénat**

18h Immeuble Le Rabelais (Salle de réunion Semnoz 4ème
étage) 21 route de Frangy Meythet : Conférence-débat sur
la prévention des cancers féminins, par le Comité d'Action
Mutualiste du 8 Mars. Avec : Dr Bernard Poletto,
Oncologue à l'Hôtel Dieu, membre de l'association
ARCAGY ; Dr Béatrice RAPP, Gynécologue obstétricienne
au C.H. Annecy-Genoises

**samedi 22 novembre 14h30 Hommage à Rémi
Fraise devant la Préfecture d'Annecy**

Convention industrie PCF

9h-18h Bonneville, ancienne École Normale (IUFM-ESPE),
75 rue Mendès France 2èmes Rencontres du Comité haut-
savoyard des associations de mémoire de la Résistance et
de la Déportation. Actualité et pérennité des valeurs de la
Résistance, avec notamment l'intervention de Marie-José
Chombart de Lauwe, résistante, déportée, présidente de la
Fondation pour la mémoire de la Déportation.

MONTLUEL (01) – JOURNEE ANTIFASCISTE organisée par
le Collectif Antifa de l'Ain Projections, débats, concerts...
Prix libre à partir de 14h à La Saulsaie, MFR Montluel

14H PROJECTION:
L'EXTRÊME DROITE DANS L'HISTOIRE:
DU GÉNÉRAL BOULANGER À JEAN MARIE LE PEN

16H INTERVENTIONS/DÉBAT
COMPRENDRE LE FASCISME
POUR LE COMBATTRE
AVEC LA PARTICIPATION DE:
YOUSSEF BOUSSOUHMAH
DU PIR (COMITÉ DES INDIGÈNES DE LA RÉPUBLIQUE)
GEORGES GUMPEL DE L'UJFP
L'AMON SUR FEMME POUR LA PAIX
AVEC LA CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE
DE MAURICE RAUFUS

18H30 AUTRES PROJECTIONS:
LE DIABLE DE LA RÉPUBLIQUE
"40 ANS DE " AVEC LE PEN"
"ANTIFA CHASSEUR DE SKINS"

20H30-CONCERTS
CERCA
(AFRO WORLD ROCK),
ROCK/PUNK/NOISE INDE (RHÔNE-ALPES)
PREMIÈRE LIGNE,
BBOYKONSIAN
RAP INDE (93)
DINO,
RAP INDE (PARIS 18ÈME)
LA RAFALE,
RAP INDE, ZÉRO AIN (01)
THE FOXY LADIES:
PUNK (69)

22 Nov. 2014
A LA SAULSAIE

MFR MONTLUEL
LE COLLECTIF ANTIFA DE L'AIN
presente

9h à 11h30 à l'Agora Bonneville : Atelier culinaire « La
Pâtisserie marocaine» avec Jamila Amar

Lundi 24 novembre réunion Collectif Palestine

réunion ATTAC Anancy

Mardi 25 novembre à 20h30 à l'Agora Bonneville :
Ciné'UP : The Lunchbox

Mercredi 26 novembre réunion cellule PCF Cran-Gevrier

20h Alterlocal Soirée autogestion

Jeudi 27 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h Alterlocal Présentation du brassage de la bière et
dégustation

Vendredi 28 novembre Préfecture Anancy : manifestation
pour que la Palestine soit reconnue par la France !!!

Samedi 29 novembre réunion PCF74

action pour la Palestine

Mobilisation nationale unitaire antifasciste à Lyon

**Samedi 29 novembre 14h MANIFESTATION FESTIVE,
DETERMINEE ET POPULAIRE Départ place Jean Macé**

A voir ou revoir sur l'internet

Pierre Laurent invité de France 3 le 16 novembre 2014

http://www.dailymotion.com/video/x2ae9fd_pierre-laurent-invite-de-france-3-le-16-novembre-2014_news

Pour une alternative à l'austérité ! Appel de Pierre Laurent la manifestation du 15 novembre 2014

http://www.dailymotion.com/video/x2a35vc_pour-une-alternative-a-l-austerite-appel-de-pierre-laurent-la-manifestation-du-15-novembre-2014_news

Meeting de Pierre Laurent - Conférence nationale, le 9 novembre 2014 http://www.dailymotion.com/video/x29zu0v_meeting-de-pierre-laurent-conference-nationale-le-9-novembre-2014_news

Le hold-up démocratique

http://www.dailymotion.com/video/x2a077c_ep-25-le-hold-up-democratique_news

PLF 2015 : crédits consacrés à la Forêt (intervention d'A.Chassaigne) http://www.dailymotion.com/video/x29jflz_plf-2015-credits-consacres-a-la-foret-intervention-d-a-chassaigne_school

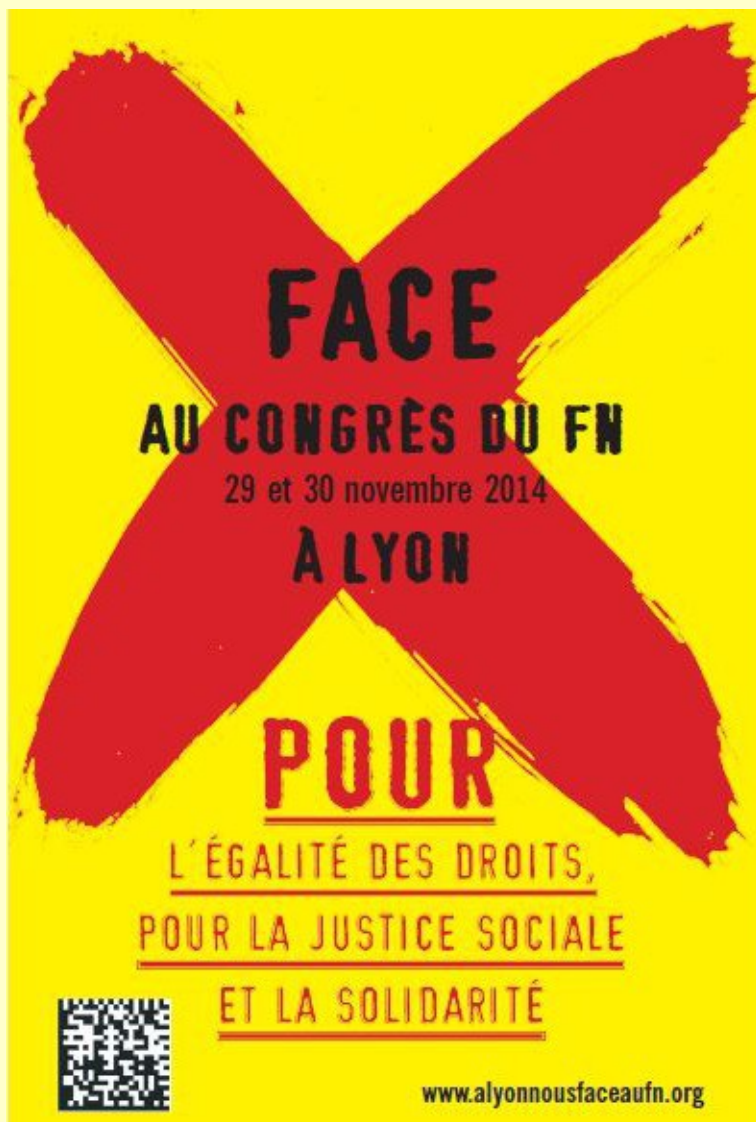
André Chassaigne : "Les politiques qui ont participé à cette émission sur D8 ont été bercés trop près du mur"

http://www.dailymotion.com/video/x28vgqo_andre-chassaigne-les-politiques-qui-ont-participe-a-cette-emission-sur-d8-ont-ete-berces-trop-pres-d_news

Kobane - Pierre Laurent en direct de la frontière turco-syrienne http://www.dailymotion.com/video/x28vidv_kobane-pierre-laurent-en-direct-de-la-frontiere-turco-syrienne_news

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>



Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Anancy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive : <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoptafta.org>

**Un départ en car est prévu de la MJC Novel à Anancy
départ 11h30 retour 19H Inscriptions :
comitenpa74@gmail.com ou 06.74.37.54.32**

**Départ en car à 12H à la gare routière de Chambéry
"Poste du Verney" Inscriptions :
contact.cscrh@gmail.com**

**Dimanche 30 novembre, toute la journée FORUM /
DEBATS dans le 8ème arrondissement**

Valeur du point d'indice gelée depuis 2010, pouvoir d'achat en chute libre, poursuite des réductions de l'emploi public avec leur cortège de détériorations des conditions de travail et des menaces pour les missions, nouveaux projets de réformes qui ne sont rien d'autre que des dispositifs pour adapter les Services Publics à la loi du marché...

Le Président de la République et le Premier ministre poursuivent et aggravent leur politique d'austérité, tristement symbolisée par le pacte dit de responsabilité.

A l'heure où les projets de budget pour 2015, 2016 et 2017 prévoient plus de 50 milliards de coupes supplémentaires dans les dépenses publiques socialement utiles, la CGT Fonction Publique ne pouvait laisser les PLF (Projet Loi de Finance) et PLFSS (Projet Loi de Finance de la Sécurité Sociale) 2015 débattus au Parlement sans appeler à la mobilisation des personnels.

C'est pourquoi, après l'action interprofessionnelle du 16 octobre dernier, nous nous félicitons de la nouvelle séquence de mobilisation convergente et unitaire du mardi 18 novembre 2014, pour laquelle nous avons résolument milité.

Ce jour là, avec la FSU, Solidaires et la FA-FP nous dirons notre refus des nouveaux et graves reculs prévus pour 2015 et nous porterons haut et fort nos revendications et nos propositions alternatives.

Le 18 novembre, nous exigerons notamment :

- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice,
- La fin des suppressions d'emploi et des créations partout où c'est nécessaire,
- Un nouveau et vaste plan de titularisation,
- Le retrait des contre réformes synonymes de démantèlement des services publics,
- La rénovation et le renforcement du statut général

Pour la CGT Fonction Publique, la journée du 18 novembre constitue une étape incontournable dans le processus de construction du rapport de force nécessaire pour arrêter les mauvais coups gouvernementaux et promouvoir une tout autre politique porteuse de progrès social pour la population et les agents.

La CGT Fonction Publique appelle les personnels à s'inscrire dans la journée d'action du 18 Novembre par tous les moyens y compris la grève et à participer nombreux aux rassemblements organisés ce jour là.

Montreuil, le 27 octobre 2014

Le Comité d'Action Mutualiste

du 8 MARS (CAM 8 MARS)

vous propose :

CONFERENCE-DEBAT SUR :

**LA PREVENTION DES
CANCERS FEMININS**

En présence de :

Dr Bernard POLETTO,

Oncologue à l'Hôtel Dieu, Membre de
l'association ARCAGY

Dr Béatrice RAPP,

Gynécologue obstétricienne au
C.H. Annecy-Genavois



Le vendredi 21

Novembre à Meythet

à partir de 18h00

Immeuble « Le Rabelais »

(Salle de réunion « Semnoz » - 4^{ème} étage)

21 ROUTE DE FRANGY - 74960 MEYTHET

Interventions et débat :

De 18h00 à 22h30

**Clôture de la soirée avec
un buffet dînatoire**

✓ **Un échange avec
des professionnels
de santé pour ré-
pondre à toutes les
questions que vous
pouvez vous poser**

**ENTRÉE LIBRE,
OUVERT À TOUS**

RENSEIGNEMENTS

AU 04 50 22 71 23

Le Grand Marché Transatlantique UE / USA

CONFERENCE-DEBAT

avec

Thomas PORCHER et Frédéric FARAH

Economistes

Auteurs de



Vendredi 28 novembre 2014

20h30

Immeuble St ELOI

147 rue Pelissier **SALLANCHES**

Organisation

"Collectif Non au Gaz de Schiste Pays de Savoie et de l'Ain"

"Sallanches Autrement l'association"



Entrée libre



Coordination
Nationale
contre
l'Extrême droite

RASSEMBLANT SYNDICATS, ASSOCIATIONS, COMITÉS DE VEIGILANCE,
COLLECTIFS DE LUTTE ANTIFASCISTE...
ET SOUTENUE PAR DES ORGANISATIONS POLITIQUES.

Sur www.alyonnousfaceaufn.org

TOUTES LES INFOS SUR :

La manifestation du samedi 29/11

Le forum du dimanche 30/11

Les appels et les soutiens,

Les concerts du samedi,

Les transports

ALORS QU'UNE QUINZAINE DE VILLES SONT DIRIGÉES PAR L'EXTRÊME DROITE ET QUE LES PRÉSIDENTIELLES DE 2017 SONT UN OBJECTIF MAJEUR POUR LE FN,

ALORS QUE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE GANGRÈMENT LA SOCIÉTÉ,

ALORS QUE LES ACTES DE VIOLENCE DES GROUPESCULES FASCISTES SE MULTIPLIENT,

ALORS QUE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE S'AGGRAVE À TRAVERS TOUTE L'EUROPE,

ALORS QUE LA JEUNESSE PEINE À TROUVER L'ESPOIR EN DE JOURS MEILLEURS,

**Il est urgent de s'unir et d'agir
face au Congrès du FN à Lyon**

**POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS,
POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ**

**MANIFESTATION FESTIVE,
DETERMINEE ET POPULAIRE**

SAMEDI 29/11 A 14 H A LYON

(départ place Jean Macé, arrivée place des Terreaux)

FORUM / DEBATS DIMANCHE 30/11

Toute la journée (Lyon, 8ème arrondissement)

L'heure n'est ni à la résignation ni au fatalisme mais à la mobilisation la plus large et unitaire possible face au parti de la haine et ses satellites.

Faire barrage à l'extrême droite passe aussi par la lutte contre l'austérité, par le dépassement de la crise du capitalisme et par une juste répartition des richesses.

C'est tout le sens de la manifestation / concert du samedi 29 novembre à Lyon et des débats du lendemain pour se mobiliser ensemble, maintenant et dans la durée.



Section du Chablais

invitation

**LA GRANDE
PAIX HUMAINE
EST POSSIBLE.**

Jean Jaurès

**« 100 ans après la boucherie
de 14-18, nouveaux conflits,
nouvelles menaces sur la paix »**

Grand débat pour la Paix

avec la participation

de **Francis Wurtz**,
député européen honoraire PCF-FDG

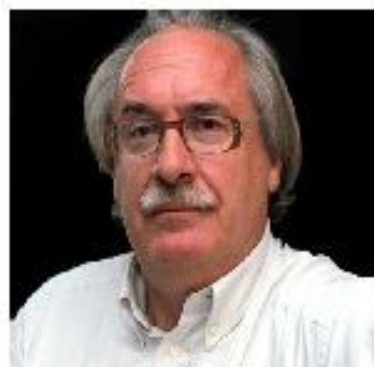
et de **Richard Labévière**,
ancien grand reporter à RFI, rédacteur en chef de Esprits@ire

**Amphithéâtre de Tully
Thonon-les-Bains
mardi 9 décembre
à 20h30**



Francis Wurtz

Député européen honoraire
ancien président
du groupe GUE-VN
(Gauche Unitaire Européenne - Verts Nordiques)
PCF-FDG



Richard Labévière

Journaliste,
ancien grand reporter à RFI,
spécialiste du Moyen-Orient,
rédacteur en chef
de Esprits@ire

Erdogan pousse la France à la guerre en Syrie

Alors que le Conseil de Sécurité vient d'adopter un rapport du nouvel émissaire de l'ONU pour la Syrie, Steffan de Mistura, préconisant un plan d'action pour parvenir à l'arrêt des combats dans certaines zones de Syrie, en priorité à Alep, c'est le moment que choisit Laurent Fabius pour appeler à une intervention de la coalition internationale contre l'État islamique et les troupes du régime de Bachar Al Assad dans cette ville divisée depuis 2012 entre les forces de l'opposition et celles du régime.

Cette proposition reprend le projet de 2011 de Nicolas Sarkozy et de François Hollande d'engager les pays occidentaux par le moyen d'une intervention militaire pour mettre un terme au pouvoir de Bachar Al Assad.

Alors que la bataille de Kobané contre l'État islamique est loin d'être terminée, que la France a toujours refusé tout soutien aux combattants kurdes du PYD et qu'en Irak les groupes djihadistes tiennent tête à l'armée irakienne et à la coalition, Laurent Fabius propose en réalité de s'engager en Syrie contre les troupes de Bachar Al Assad.

Aujourd'hui, au nom de la lutte contre l'État islamique, Laurent Fabius propose d'affronter le régime syrien. Faut-il le rappeler, il n'y a pas de solution militaire en Syrie.

Aucun des protagonistes de l'opposition ou du régime, malgré leurs soutiens respectifs, n'est en mesure de l'emporter dans ce conflit qui ne cesse de s'étendre aux pays voisins.

La visite récente de Recip Erdogan, premier ministre turc, n'est pas étrangère à l'appel de Laurent Fabius. La Turquie s'étant engagée au besoin avec l'aide des troupes djihadistes à chasser le pouvoir actuel en Syrie.

La politique de la France doit plutôt multiplier les efforts pour soutenir l'action de l'ONU pour parvenir à une solution politique entre le régime et l'opposition.

Cette même ONU qui, par la voix de sa responsable aux affaires humanitaires, appelle à la cessation des violences afin de faire parvenir les aides dont les populations ont un besoin urgent.

Si l'appel de Laurent Fabius était entendu, la France rentrerait de fait en guerre contre la Syrie.

Un « choc de simplification » qui va mettre en pièces la santé des salariés

Sous prétexte de « choc de simplification », le gouvernement s'apprête à mettre en pièces la médecine du travail, le droit au reclassement des salariés handicapés et la protection des salariés mineurs.

La santé au travail ne saurait être bradée au nom de la « sécurisation juridique des entreprises ».

Les employeurs ont l'obligation d'assurer la santé et la sécurité de leurs salariés. Aucun « choc de simplification » ne saurait justifier que le gouvernement envisage de revenir sur le droit à la santé au travail par la casse programmée de la médecine du travail.

Le PCF s'oppose catégoriquement aux "mesures de simplification" que constitueraient :

- la suppression de la visite médicale d'embauche
- la mise à la trappe de l'obligation de l'employeur de suivre les avis des médecins du travail et notamment leurs propositions d'aménagement du poste de travail des salariés rencontrant des problèmes de santé,
- la remise en cause de la protection particulière dont bénéficient les salariés mineurs.

Sivens : de nouvelles procédures de concertation et de décision

Les acteurs du dossier du barrage de Sivens se réunissent aujourd'hui (4/11) à l'initiative de la ministre de l'Écologie. Le conseil Général du Tarn a suspendu le chantier. Le PCF demande le retrait du projet actuel de barrage.

En effet, le rapport des experts, loin d'étayer le choix des décideurs locaux en a montré les approximations, les incertitudes et les limites. L'évolution de la gestion du dossier a affecté la lisibilité et la légitimité de l'action publique.

A présent, plusieurs options se présentent. Réaliser, abandonner voire recalibrer ce projet ou bien réaliser des retenues collinaires alternatives? Anticiper le changement climatique en modifiant les pratiques agricoles? Il est évident que le choix ne pourra se faire qu'avec tous les acteurs locaux concernés : population, élus, associations environnementales, instances administratives et agriculteurs...

En revanche, cette affaire met en avant l'inadéquation des processus de décision pour les projets d'aménagement et l'urgence à les réformer.

Entre simple concertation ou même enquête publique pour un projet local et grand débat public pour des enjeux nationaux, il y a un vide qu'il faut combler. Il est temps d'ouvrir la voie à la co-élaboration démocratique et citoyenne.

Les structures et démarches d'élaboration partagée doivent pour chaque projet faire toute leur place à la confrontation organisée d'expertises associatives, scientifiques, de groupes de pression ou d'intérêts clairement identifiés. Elles doivent également faire leur place à de véritables consultations locales (type référendum locaux) pour lesquelles les citoyen-ne-s doivent être pleinement informé-e-s et documenté-e-s ainsi qu'à la pleine responsabilité des élus du suffrage universel.

Pour le projet de Sivens, Il est urgent de mettre en place, de façon dérogatoire et expérimentale, ces nouvelles procédures de concertation et de décision.

Un plan d'urgence pour Calais (PCF)

La visite du Ministre de l'Intérieur à Calais a le mérite de montrer que l'État commence à prendre en compte la réalité de ce qui s'y passe. L'annonce de l'ouverture d'un centre d'accueil de jour est positif et répond à une demande des communistes et des associations.

Il en est de même de l'annonce d'un déblocage de 3 millions d'euros pour l'accompagnement social.

Mais disons-le, ce n'est pas encore à la hauteur des difficultés de terrain.

Si des milliers de migrants rêvent d'aller en Angleterre, c'est parce que ce pays autorise le travail des sans papier et sans couverture.

Si des centaines de milliers de personnes partent de leur pays en raison de la guerre, en raison de la misère c'est pour survivre. C'est la résultante du système capitaliste.

Les mesures policières, dignes d'un autre temps, annoncées ne répondront pas à la poussée de l'immigration. Il faut traiter les causes. L'Europe, la France se grandiraient en créant les coopérations mutuellement avantageuses avec les pays des continents africains. Nous regrettons qu'aucune annonce n'ait été faite.

Nous demandons au gouvernement d'entendre le mécontentement des habitants de Calais et sa région. Il y a besoin d'un plan d'urgence pour Calais, pour son développement social, économique et environnemental, en créant les emplois et luttant contre les phénomènes de pauvreté qui touchent les populations.

Parti Communiste Français.
Paris, le 4 novembre 2014

Taxe sur les résidences secondaires à Paris : les communistes n'ont pas toujours tort

La presse se fait l'écho depuis hier de la volonté du gouvernement d'instaurer dans le cadre du projet de loi de finances rectificatif voté en décembre la possibilité pour les communes de mettre en place une taxe sur les résidences secondaires, dans les zones tendues en termes d'offre de logement.

Le groupe Communiste-Front de Gauche du Conseil de Paris est évidemment très favorable à une telle mesure porté depuis juillet dernier au niveau national. Ian Brossat et Jacques Baudrier, élus communistes parisiens, avaient proposé d'instaurer une telle taxe dans les zones tendues dans leur ouvrage « Paris n'est pas à vendre » paru en 2013, et cette proposition a été portée dans le cadre de des engagements entre les communistes et les socialistes parisiens pour les élections municipales.

Cette mesure est nécessaire à Paris afin de lutter contre la spéculation immobilière. Plus de 90 000 logements sont utilisés comme résidence secondaire dans la capitale et par certain une seule semaine par an. Ceci est inacceptable compte tenu du nombre de demandeurs de logement en Île de France.

Se limiter à une surtaxe de 20% sur la taxe d'habitation ne serait, dans le cas parisien, pas assez dissuasif. Le gouvernement doit laisser les communes fixer cette taxe au niveau où elles souhaitent. Dans leur ouvrage, Ian Brossat et Jacques Baudrier proposaient un taux de 15% de la valeur locative cadastrale, ce qui permettrait de doubler la taxe d'habitation pour les résidences secondaires à Paris.

Le groupe communiste-Front de Gauche déposera un vœu lors du prochain conseil de Paris en novembre afin que la ville puisse correctement se saisir de ce nouveau dispositif dès qu'il sera inscrit dans la loi. Et nous continuerons de rester vigilants afin qu'il puisse aboutir.

Nicolas BONNET-OULALDJ

Président du groupe des élu-e-s Communiste - Front de Gauche du Conseil de Paris

Saccage des locaux EELV : « actes indignes » (Marie-Pierre Vieu - PCF)

Je tiens à dire ma révolte après le saccage des locaux d'EELV Midi Pyrénées et apporter tout mon soutien et ma solidarité aux militants écologistes. De tels actes sont indignes!

Ils ne viennent que rajouter de la violence à une actualité déjà suffisamment dramatique: faut il rappeler qu'elle a déjà coûté une vie humaine?

L'avenir de Sivens appelle un débat de fond, ouvert et citoyen, prenant en compte l'ensemble des opinions qui s'expriment. Il en va de l'intérêt général. Et force est de constater que la réunion tenue mardi 4 au Ministère de l'Environnement ne fait pas le compte.

Le coup de force perpétré aujourd'hui lors de la manifestation de la FNSEA en témoigne même si loin d'être une démonstration de force, il en va d'un aveu de fébrilité et de faiblesse.

La question est maintenant que la puissance publique et le gouvernement ouvrent la voie de l'apaisement par un vrai dialogue et la concertation.

C'est à cela qu'appelle le groupe Front de Gauche à la région Midi Pyrénées.

De même que nous sommes partisans d'une solution qui fasse abstraction des solutions dictées par la seule logique productive et financière, pour répondre aux besoins sociaux, écologiques et humains de la population locale.

Loi antiterroriste : Une mauvaise nouvelle pour la démocratie

Le Sénat a adopté le texte de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme. Les élu-e-s communistes ont fait part leur opposition à ce texte et voté contre. Présentant toute les caractéristiques d'un « patriot act » à la française, comme nous le dénoncions en juillet dernier, et hautement liberticide, le Gouvernement a préféré faire le choix de la procédure accélérée annihilant ainsi toute possibilité de débat public.

Le Ministre de l'Intérieur impose une réponse législative factuelle. Il persiste, comme la droite avant lui, dans la manipulation de l'émotion pour tirer l'ensemble des droits et libertés fondamentales de notre société vers le bas et stigmatiser toute une partie de la population, notamment les musulmans et les habitants des banlieues.

Par son article 1er bis nouvellement rédigé, le Ministère, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, modifie le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile étendant l'interdiction administrative du territoire à n'importe quel étranger, dont les étrangers communautaires, et pour n'importe quelles raisons. Qu'en est-il des populations roms ? Qu'en est-il des militants en dangers dans leurs pays ? Que devient la liberté de circulation des personnes garantie par la Convention européenne des Droits de l'Homme et par les textes européens ?

En outre, par l'interdiction de sortie du territoire, le texte permet ni plus ni moins à l'exécutif d'entraver la liberté d'aller et venir des individus. Et ce en dehors de tout contrôle de l'institution judiciaire, pourtant garante des libertés. C'est une grave remise en cause des principes fondateurs du droit pénal!

Finalement, derrière la problématique qui est celle de français s'engageant dans des guerres à l'étranger, le gouvernement fait le choix de répondre par une loi d'exception, créée sous le coup de l'émotion par un discours désignant un ennemi de l'intérieur.

Résolument opposés à la guerre et au terrorisme, les communistes s'opposent fermement au tout-sécuritaire et à la restriction de la démocratie sous prétexte d'une prétendue efficacité.

Fabien Guillaud Bataille, responsable national du PCF sécurité/justice

A Pau, le mano à mano Valls/Bayrou pour une union nationale de l'austérité (Olivier Dartigolles)

Manuel Valls était ce matin en mairie de Pau à l'invitation de François Bayrou. En marge du Congrès de l'Association des départements de France, le déplacement du premier ministre a donc fait étape à l'Hôtel de ville où il a été reçu, non pas tant par le nouveau maire, mais par le président du Modem.

Après les déclarations de Manuel Valls dans l'Obs le 23 octobre dernier, proposant une alliance avec le centre, François Bayrou avait mis les petits plats dans les grands. Le mano à mano béarnais entre celui qui pense que "la gauche peut mourir" et celui qui ne cesse, à Pau et à Paris, d'œuvrer à une re-composition politique pour y parvenir, a pour terreau une adhésion commune aux politiques d'austérité qui conduisent le pays à la catastrophe.

Ce matin, alors qu'un quart des paloises et palois vivent sous le seuil de pauvreté et que la politique gouvernementale fait localement des ravages, le président du Modem dit, tout sourire que " le temps pour gouverner seul est passé...". A qui Manuel Valls répond que " oui, il faut rassembler et réconcilier".

Ce matin à Pau, ce qui a été présenté, c'est une union nationale de l'austérité pour empêcher une alternative progressiste. C'est à cela qu'il faut répondre à gauche par le rassemblement et l'action pour en finir avec l'austérité, avec Valls et permettre au maire de Pau de s'occuper uniquement des affaires municipales.

Luxleaks : « Des pratiques qui tournent à l'obscénité » (Olivier-Dartigolles)

Les révélations sur les accords fiscaux secrets entre le Luxembourg et 340 multinationales sont une « bonne » nouvelle pour le gouvernement français dans le cadre de ses discussions budgétaires avec la Commission européenne, présidé par Jean-Claude Juncker, ancien premier ministre du Duché.

Alors que de nouvelles recettes fiscales sont recherchées, le Consortium international des journalistes d'investigation lève le voile sur les pratiques fiscales des grands groupes qui, par une stratégie d'évitement en négociant avec le Luxembourg le niveau de leur imposition, tentent d'en payer le moins possible.

Au lendemain de la réunion sur le suivi des aides publiques aux entreprises, qui s'élèvent à plus de 220 milliards d'euros par an, la "contrepartie" proposée par le patronat et les multinationales est limpide : se soustraire à l'impôt tout en encaissant les chèques du trésor public dans le cadre du CICE.

Alors que Pierre Gattaz multiplie les provocations et les surenchères face à un Gouvernement qui ne perd pas une occasion pour le contenter, alors que le pouvoir d'achat des ménages est matraqué, les milliards d'euros de recettes fiscales perdues par de telles pratiques tournent à l'obscénité.

Il est question d'AXA et du Crédit agricole. De qui d'autres ?

Tous doivent aujourd'hui rendre des comptes.

Luxleaks : mettre fin à l'évasion fiscale en Europe est une urgence (Pierre Laurent)

Une enquête de la presse internationale vient de dévoiler les accords secrets passés entre le Luxembourg et 340 multinationales, alors que Jean-Claude Juncker était Premier ministre.

Ces "rulings" contiennent une mécanique sophistiquée d'optimisation fiscale permettant aux grosses firmes de bénéficier de taux d'imposition jusqu'à vingt fois inférieurs à la norme.

Le manque à gagner pour les recettes des États se compte en centaines de milliards d'euros alors que Jean-Claude Juncker, qui préside aujourd'hui la Commission européenne, supervise les budgets des États membres et impose l'austérité aux peuples européens.

Puisque ce dispositif est légal, il faut changer les règles et sortir de la logique qui permet à Apple, Amazon, Heinz, Pepsi, Ikea, ou la Deutsche Bank, de payer moins d'impôts que le citoyen moyen.

Le parti de la gauche européenne (PGE) exige la transparence sur la fiscalité des multinationales en Europe. L'UE doit impérativement mettre un terme au dumping fiscal consacré dans ses traités, notamment celui de Maastricht.

Il est évident que nos pays doivent se doter de mesures de lutte contre l'évasion fiscale.

Je soutiens l'initiative des eurodéputés de la GUE-NGL qui veulent déposer une motion de censure contre la Commission européenne au Parlement européen ainsi que la demande des députés de De Lenk à la Chambre des députés d'une réunion extraordinaire du Parlement luxembourgeois.

Pierre Laurent,

Président du Parti de la gauche européenne,

Hollande sur TF1 : un long face à face avec ses échecs (Pierre Laurent)

L'émission de François Hollande a été un long face à face avec ses échecs.

A une chômeuse de 60 ans, il ne propose rien : ni le relèvement de son allocation de solidarité, ni le droit à la retraite à 60 ans. À une patronne qui propose de supprimer 3 millions d'euros de ses impôts et cotisations sociales, il lui donne raison.

François Hollande n'a fait tout au long de l'émission que confirmer les politiques qui nous enfoncent dans l'impasse. On annonçait de nouveaux chantiers, il n'en a annoncé aucun sur les grandes urgences du pays : le chômage, le pouvoir d'achat, la relance industrielle, la transition écologique.

L'annonce vague d'un référendum éventuel sur la création d'un service civique universel ou celle d'une candidature de Paris aux JO de 2024 sont plus apparues comme des sujets de diversion que comme des grands projets de conviction. François Hollande croit en sa politique mais il est le seul dans ce cas.

Après le vide de l'émission de ce soir, il est plus que jamais urgent de préparer une alternative de gauche à l'échec programmé de François Hollande et Manuel Valls.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Michel Sapin, l'ami entier des banques françaises et européennes (Olivier Dartigolles)

On se souvient des propos de Michel Sapin, "Notre amie, c'est la finance, la bonne finance", qui en disaient long sur le chemin parcouru, bordé de renoncements et de trahisons, par un gouvernement élu sur la promesse du discours du Bourget.

Chaque jour, par delà des apparences parfois trompeuses, il entretient cette amitié, la cultive avec un luxe d'attention et de prévention.

C'est le cas pour le projet de taxe européenne sur les transactions financières (TTF) sur lequel Michel Sapin défend une position au rabais en s'opposant à ce que les produits dérivés, sur lesquels les transactions sont le plus spéculatives, soit touchés. Pour ses amis, les banques françaises et européennes, le ministre des finances laisse ainsi filer des recettes fiscales massives. Au plan européen, la France est d'ailleurs la plus farouche opposante à la TTF.

Si ces mêmes banques sont prises la main dans le sac d'un gigantesque mécano d'optimisation fiscale passant par le Luxembourg, Michel Sapin dit " que tout cela n'est plus acceptable". Fort bien. Que " la lutte doit être mondiale".

C'est exact mais le ministre des Finances invite à voir grand pour éviter un examen plus précis et approfondi à l'échelle européenne et hexagonale.

Quid de la responsabilité du nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg quand l'accord a été passé avec les grandes multinationales dont de très nombreuses banques ?

Dans ce gouvernement où les ministres n'ont pas le temps de lire, Michel Sapin fait exception. Il a bien retenu une pensée de Victor Hugo "la moitié d'un ami, c'est la moitié d'un traître". Accordons à Michel Sapin de ne pas faire dans la demi-mesure. Les banquiers n'ont rien à craindre de lui.

Le festival « Alors chante ! » ne doit pas se taire

C'est avec stupéfaction et colère que nous apprenons que la Ville de Montauban décide de ne plus soutenir le festival de chanson « Alors Chante ! » qui prépare l'édition de son 30ème anniversaire.

Avec obstination et une très grande rigueur professionnelle, l'équipe conduite par Jo Masure a établi un événement qui chaque année est une déclaration d'amour à la chanson, aux auteurs, aux compositeurs et aux interprètes de ce pan essentiel de notre culture nationale et de son rayonnement à l'étranger. « Alors chante ! » participe de la vivacité de la création dans notre pays.

La décision inique de Brigitte Barèges, la Maire UMP de Montauban, peut mettre un terme à une aventure artistique largement saluée, assidûment fréquentée par un public exigeant et cultivé, par des professionnels qui y repèrent les voix qui feront la chanson de demain. La mort de « Alors chante ! » serait un coup fatal porté à la vie artistique et à la création en France.

Cette décision ahurissante, mise en regard de l'actualité de nombreuses villes de droite (Le Blanc-Mesnil, Saint-Ouen, Colombes, Aubagne, Niort, Roanne...) donne la mesure de la mise au pas de la vie culturelle dont rêvent l'UMP et l'UDI, sous l'œil torve du Front National. Elle montre la totale hypocrisie du discours de la droite sur « l'identité et la culture nationales » : ces gens-là ont toujours redouté la chanson française et la liberté de ton de ses artisans.

Cette décision souligne également à quel point les renoncements du gouvernement Valls/Hollande et le cap ultra-austérioritaire qu'il impose à la vie culturelle offre des arguments rêvés à la Maire de Montauban qui se prévaut des « économies à réaliser ».

Le PCF soutient la résistance dans laquelle s'engagent le Festival et ses nombreux amis et appelle ses militants et élus à se mobiliser à Montauban et dans le pays pour défendre l'art et la création. Il invite toutes celles et ceux qui investissent ces combats pour la vie culturelle à se rassembler pour imposer un autre cap à l'action gouvernementale, conformément au choix des électeurs qui en 2012 se sont prononcés pour une politique de gauche.

Alain Hayot, délégué national à la culture du PCF

Non au budget d'austérité : le PCF appelle aux manifestations le 15 novembre

Le pays s'enfonce dans la crise. Depuis des années les gouvernements, de droite comme de gauche, poursuivent la même politique : austérité, compétitivité par la baisse du "coût du travail", reculs sociaux, coupes claires dans les dépenses publiques. Ces politiques échouent; elles nourrissent la crise, creusent tout à la fois les inégalités et les déficits.

Il est temps d'arrêter cet engrenage. Refusons la loi de finances 2015 présentée par Manuel Valls qui, pour satisfaire les cadeaux au CAC 40, dans le cadre du pacte de responsabilité, coupe massivement dans les dépenses publiques.

Nous ne sommes pas condamnés à l'austérité permanente et à l'insécurité sociale. Il faut mettre en œuvre une politique qui parte des besoins sociaux, s'attaque aux inégalités. Une réforme fiscale d'ampleur permettrait une redistribution des richesses et une relance des investissements productifs au bénéfice de la grande masse de la population, s'inscrivant dans la transition écologique. Il faut redonner du pouvoir d'achat, augmenter les salaires, créer des emplois. Il faut créer les conditions d'une véritable reconquête industrielle. Il faut s'attaquer au capital, à la finance, à la rente des actionnaires qui est supportée par les salarié-es, les chômeurs, les précaires, les retraités et la jeunesse.

Il existe dans le pays une majorité de femmes et d'hommes disponibles pour cette alternative sociale et politique, des forces syndicales, sociales, associatives, politiques que nous voulons rassembler.

Partout dans le pays, nous manifesterons samedi 15 novembre pour dire :

- Non au budget d'austérité du gouvernement VALLS et appeler à ce qu'il soit rejeté !
- Non aux exigences du Medef !
- Pour rassembler et construire une alternative à la politique actuelle !

Membre du Collectif 3A (*) (Alternative A l'Austérité), le PCF appelle aux manifestations partout en France pour dire "Non au budget d'austérité"

Pierre Laurent participera au

Rassemblement parisien du 15 novembre 2014

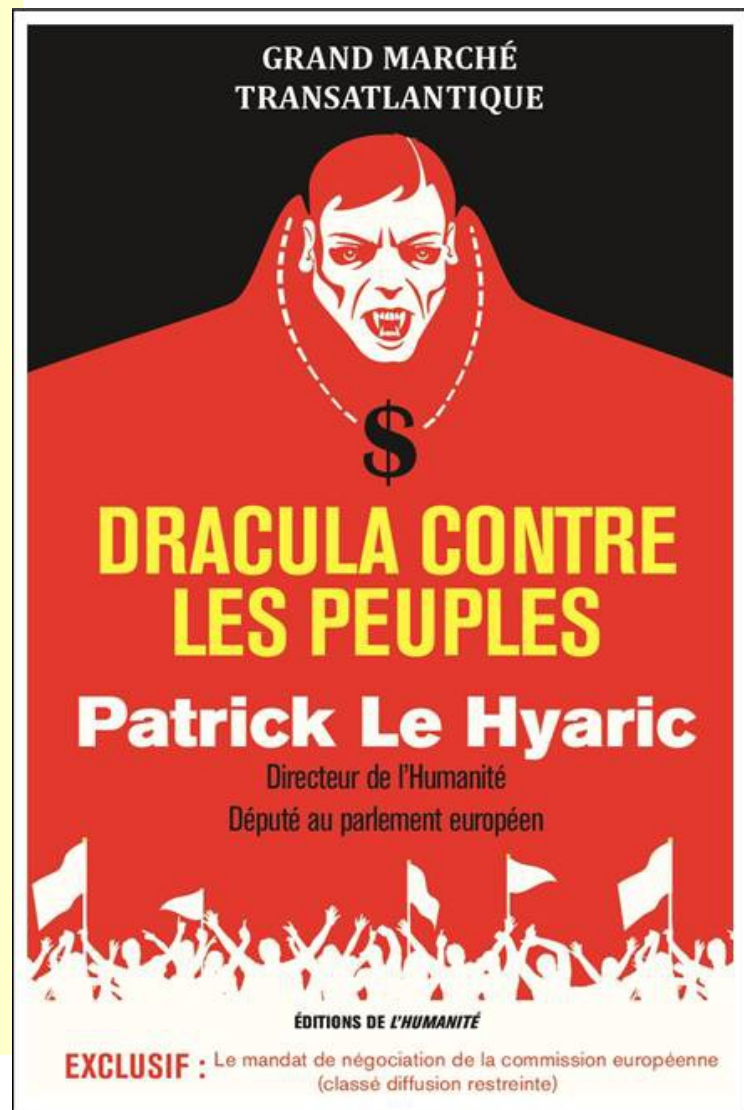
"Non au budget d'austérité"

Départ 14h, place Denfert Rochereau à Paris

(*) Le collectif 3A (Alternative A l'Austérité) regroupe diverses personnalités et organisations syndicales, politiques, associatives et citoyennes.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
Dossier coût du capital



Accord Climat Chine/USA : " un début de prise en compte de l'urgence climatique"

L'accord entre les deux principaux pollueurs au monde (43% des émissions de gaz à effet de serre) témoigne d'un début de prise en compte de l'urgence climatique à la veille des conférences de Lima en décembre prochain et de Paris fin 2015. Toutefois, une lecture précise de l'accord montre d'assez sérieux malentendus. En effet, alors que 2013 a atteint un nouveau record d'émissions de CO₂, l'annonce d'engagements conjoints USA / Chine témoigne surtout de la pression de l'opinion publique en se donnant des satisfecit réciproques.

Ainsi pour surmonter l'opposition du Congrès, Barack Obama annonce des chiffres de réduction des GES en référence à l'année 2005 alors que la référence internationale est 1990. Dans ces conditions l'engagement réel des USA par rapport à Kyoto n'est que de 3%. L'ampleur de l'annonce de ce jour tend à se dégonfler.

Quant à la Chine elle s'engage à atteindre son pic de pollution au plus tard en 2030 ce qui revient à dire qu'il n'y aura pas de baisse.

Relevons tout de même qu'un étasunien produit 16 tonnes de CO₂ par an contre 7 tonnes pour un chinois et 5,3 pour un français.

Les négociations pour un accord transparent, contraignant mais différencié, selon le niveau de développement de chaque pays, doivent donc s'amplifier pour préserver la planète et l'humanité. Les pays riches et industrialisés dont les USA doivent s'engager sur des efforts beaucoup plus consistants que leur permet la maîtrise des technologies et des brevets associés.

Les banques françaises folles amoureuses des paradis fiscaux (Olivier Dartigolles - PCF)

Les banques françaises aiment la douceur du climat irlandais, la profondeur des eaux des Îles Caïmans et l'hospitalité du Luxembourg.

Selon une étude réalisée par un collectif d'ONG, les banques françaises réalisent un quart de leur chiffres d'affaires international dans des paradis fiscaux pour un montant total estimé à 13,7 milliards d'euros. A la lecture de ce document, on mesure l'ampleur de cette "Évasion/Optimisation fiscale" en bande organisée. La Société générale a triplé le nombre de ses filiales dans ces paradis et s'approche du record détenu par la BNP avec 170 adresses. Le taux de filiales le plus élevé est réalisé par le Crédit mutuel tout juste devant le crédit agricole.

Le climat irlandais semble des plus vivifiant puisque un salarié du Crédit agricole y réalise une productivité 13 fois supérieure à la moyenne du groupe. Selon le journal Sud-Ouest dans son édition du jour, les eaux des Îles Caïmans sont très appréciées par les banques françaises mais elles semblent très dangereuses puisque aucun salarié n'y est déclaré. Sans surprise, on retrouve le Grand-Duché de J.C Juncker, nouveau président de la Commission européenne, dans les favoris de ce guide du routard d'un exotisme fiscal qui a pour principal objectif de ne pas payer l'impôt en France.

Après les révélations faites il y a peu de jours avec l'affaire LuxLeaks, la transparence et la lutte contre l'évasion fiscale devrait être une grande priorité nationale et européenne. Derrière les belles déclarations, il y a les actes. Hier soir, à l'Assemblée nationale, le gouvernement a repoussé des amendements au projet de Budget 2015 pour obliger les entreprises à déclarer leurs mécanismes et stratégies d'optimisation fiscale.

Le PCF réaffirme sa solidarité avec tous les démocrates et progressistes marocains

L'évolution de la situation au Maroc suscite une profonde inquiétude chez les démocrates et progressistes marocains et français.

Le régime a fait le choix de renforcer la répression à l'égard de tous celles et ceux qui contestent sa politique, tant en matière économique et sociale que dans le domaine des droits humains.

Sont particulièrement visés les militants des associations de défense des droits de l'homme comme l'AMDH, la LMDHH, Amnesty International-Maroc, Freedom-now, ATTAC-MAROC...

Le rapport d'Human Right Watch de 2012 relate de nombreux cas de répression et de violences subies par les militants et les populations marocaines.

L'usage de la torture est mentionné dans le rapport 2013 du rapporteur spécial de l'ONU. Le nombre de prisonniers politiques ne cesse d'augmenter. La mort récente de l'un d'entre eux après une grève de la faim constitue un véritable crime. La condamnation à deux ans de prison de Wafaa Charaf, jeune militante, pour avoir soutenu des salariées licenciées pour activité syndicale, et dénoncé la responsabilité de la police dans son enlèvement, est un véritable déni de justice.

La corruption reste endémique.

Par ailleurs, la montée du mécontentement des Marocains face aux conséquences de la politique libérale du régime ne peut plus être ignorée. Le 29 octobre, une grève générale des salariés et diplômés-chômeurs a été lancée par l'ensemble des syndicats et a connu un grand succès.

Enfin, le Roi, dans une interview récente, s'en prend violemment à tous ceux qui contestent sa politique d'occupation au Sahara occidental et les qualifie à plusieurs reprises « de traîtres à la Patrie ».

Dans ces conditions, le Forum mondial des droits de l'homme qui doit se tenir à Marrakech du 27 au 30 novembre s'apparente à une tentative de diversion, pour masquer et faire oublier la réalité de la politique liberticide du régime. Les autorités françaises ne peuvent cautionner et se prêter à une telle opération de camouflage.

Le Maroc ne peut pas continuer à s'enfoncer dans la spirale de la répression qui renverrait le pays à ses pires années noires.

Le Maroc, allié de la France, partenaire stratégique de l'OTAN, ne doit bénéficier d'aucune complaisance d'aucune sorte.

Les liens étroits qu'il entretient avec l'UE à travers l'accord d'association, lui impose de respecter les droits de l'homme. Jusqu'à quand l'UE va-t-elle accepter de fermer les yeux sur leur violations répétées ? Si aucune amélioration se fait jour, cet accord doit être suspendu.

Le PCF renouvelle son soutien et sa solidarité à tous les démocrates et progressistes marocains qui luttent, dans des conditions difficiles, pour un Maroc démocratique et de justice sociale.

Sarkozy fait son coming out homophobe (Ian Brossat)

Sarkozy a proposé ce soir l'abrogation de la loi Taubira et la création d'un "mariage pour les homosexuels" distinct du mariage pour les hétérosexuels. Ses propos fleurent à plein nez la théorie du développement séparé préconisé au siècle dernier par les partisans de l'apartheid.

Ses propos sont scandaleux. Ce soir, l'ancien Président de la République a fait son coming out homophobe. Il se comporte en voiture balai de la Manif pour Tous, prêt à toutes les outrances et les provocations.

L'heure est au contraire à la conquête de nouveaux droits pour avancer sur le chemin de l'égalité des droits. Le PCF soutient ainsi l'ouverture de la PMA aux couples lesbiens.

Ian Brossat,

chargé des combats LGBT à la direction nationale du PCF Paris, le 15 novembre 2014.

NON AU BUDGET HOLLANDE-MEDEF

VITE UNE AUTRE POLITIQUE

« Trop c'est trop », « L'austérité ça suffit », « Non au budget Hollande-Medef », « Vite une alternative sociale, écologique et politique », voilà quelques-uns des slogans des dizaines de milliers de manifestants rassemblés le 15 novembre à Paris et dans les villes de France. Le Parti communiste avec l'ensemble du Front de gauche sera mobilisé ce week-end à l'appel du **collectif 3A** qui regroupe des centaines de personnalités d'horizons divers, associatifs, intellectuels, artistes et des organisations politiques (Front de gauche-PCF, PG Ensemble... NPA, Nouvelle Donne, EELV, socialistes affligés...), des fédérations syndicales de la CGT, Solidaires, FSU..., des associations (Fondation Copernic, Apeis, Dal, Convergences des services publics...). <http://www.collectif3a.org/> Cette journée à coup sûr comptera dans le débat budgétaire et pour construire l'alternative politique dont notre pays et ses habitant-e-s ont besoin.



MANIFESTATIONS

SAMEDI 15 NOVEMBRE

dans toute la France
à Paris 14h
place Denfert-Rochereau



Le gouvernement, la droite et le Medef font mensonges communs

Un pilonnage idéologique tend à faire passer la France pour un pays en faillite et en gabegie de dépenses publiques : 2 000 milliards d'euros de dettes, plus de 30.000 euros par habitant. C'est la chasse aux économies et à la dépense publique et sociale. Ce sont les 11 milliards de baisse des dotations aux collectivités locales sur trois ans. C'est la Cour des comptes qui propose d'économiser 400 millions d'euros en ne remplaçant plus qu'1 départ à la retraite sur 3 dans les fonctions publiques, y compris dans les hôpitaux ! C'est la dénonciation de « l'assistanat » ainsi que du « coût du travail » et de la protection sociale. En bref, vous payez trop d'impôts, ce serait la faute aux pauvres et aux immigrés, lesquels en plus "fraudent"...Voilà en résumé ce qui se raconte du matin au soir dans l'essentiel des médias et des discours politiques ainsi que du Medef.

Les racines des difficultés sont pourtant toutes autres

Dividendes, rachats d'actions et circuits financiers captent une part croissante de la richesse produite. Pour les seuls dividendes, le taux de marge financière - part des dividendes dans la valeur ajoutée (richesse produite) - est passé de 2% au début des années 1980 à 14% en 2013.

Le rêve de monsieur Gattaz, c'est ce que vient de réaliser Wall Street, les dividendes et rachats d'actions -stérile économiquement : ni emploi, ni investissement, ni richesse produite - viennent d'atteindre 95% du résultat des entreprises cotées ! Il n'y a pratiquement plus rien pour le réinvestissement. Il ne faut pas s'étonner que les électeurs d'Obama n'aient rien vu de la « reprise économique ».....En France, pour le CAC40, ce taux a dépassé 80% en 2013.



DES PROPOSITIONS POUR L'ALTERNATIVE



<http://www.pcf.fr/61714>

Pillage de fonds publics

Aucun audit n'est réalisé du millefeuille d' « aides aux entreprises », qui dépasse 200 milliards d'euros, dont les 30 d'exonérations de cotisations, les 10 (qui deviendront 20 en 2015) du CICE, les 6 du Crédit Impôt Recherche, ...Et les informations qui remontent pour le CICE par exemple, montre une inefficacité pour l'emploi et l'investissement.

L'action contre la fraude fiscale (50 milliards) et la fraude sociale (22 milliards dont 20 de fraude patronale aux cotisations !) reste limitée. Alors même que le taux d'Impôt sur les Sociétés a été abaissé de 50% à 33% en 20 ans. Et le taux réel est inférieur à 10% pour les grands groupes compte tenu des possibilités d' « optimisation fiscale »

Ce sont autant de gisements de milliards qui existent (ils ne sont pas à emprunter !) et qui pourraient être mieux utilisés. Mais évidemment, c'est plus difficile d'aller chercher et réorienter ces milliards-là, qu'en prendre 6 sur le dos des consommateurs en augmentant la TVA ou en économisant en gelant le point d'indice des salaires de la fonction publique. Et cela se paye par le chômage et la stagnation économique.

Quant au crédit, constatons seulement que la Banque Centrale Européenne s'apprête à réinjecter 1000 milliards d'euros (Le Monde daté des 7 et 8 novembre) dans l'Eurosystème, et prête aux banques commerciales à un taux directeur de 0,05% ! Mais elle ne prête toujours pas aux États, alors qu'un pays comme la France pourrait économiser plusieurs milliards d'euros sur les 45 milliards du « service de la dette » en se refinançant directement auprès de la BCE !

Il existe dans le pays une majorité de femmes et d'hommes disponibles pour une autre politique, des forces syndicales, sociales, associatives, politiques. Les rassembler pour construire ensemble, c'est ce à quoi veut se consacrer le Parti communiste. D'autant que d'autres choix sont possibles. Nous ne sommes pas condamnés à l'austérité permanente et à l'insécurité sociale. Il faut mettre en œuvre une politique qui parte des besoins sociaux, s'attaque aux inégalités et à la finance.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

STOP AU RACKET

Renationalisons les autoroutes !

Les usagers des autoroutes ne sont pas là pour satisfaire aux appétits financiers du CAC 40 ! En 2005, les concessions d'autoroutes ont été totalement privatisées par un gouvernement de droite pour financer, déjà, le remboursement de la dette publique. Ce sont les groupes Eiffage, Vinci et consorts, qui ont racheté ces concessions.

Depuis, les péages n'ont eu de cesse d'augmenter. Sur 100 euros de péages versés, ce sont entre 20 et 24 euros qui vont directement dans les poches des actionnaires. Et le gouvernement voudrait encore que les concessions soient prolongées !

La cour des comptes et l'autorité de la concurrence n'ont de cesse de déplorer ce choix. Les parlementaires communistes et du front de gauche également, et depuis de nombreuses années. Ils ont déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat **une proposition de loi demandant la renationalisation** des concessions d'autoroutes.

Le gouvernement est pour l'instant défavorable à cette proposition de loi. Lors de la discussion de cette proposition de loi au sénat le 19 juin dernier, et alors que les sénateurs socialistes, écologistes, radicaux de gauche et communistes étaient majoritaires au sénat, cette proposition de loi n'a pas été votée. **Manquaient les voix des sénateurs socialistes et radicaux de gauche**. Pourquoi ce refus ? Au nom de l'austérité, bien sûr, et de la dette.

Certes, il faudrait dans un premier temps financer ce rachat. Cet investissement selon plusieurs études serait vite rentabilisé. Mais après ? **Vaut-il mieux que l'argent des péages aille dans les poches des actionnaires ou serve à financer la transition écologique**, pour améliorer les transports pour tous ? Pour nous, c'est clair l'urgence écologique et sociale impose notre choix. Si le gouvernement est capable de donner 50 milliard pour satisfaire les exigences du Medef, il doit être capable d'investir pour les autoroutes.

On nous dit maintenant qu'il faut taxer ces sociétés d'autoroutes, mais ce n'est pas la solution. La solution, c'est que les autoroutes dont la construction a été financée en grande partie par les contribuables revienne à l'État et donc au peuple.

Une telle solution permettrait également de **faire baisser des péages honteusement élevés**. Tellement élevés qu'ils ont permis depuis la privatisation de réaliser 15 milliards de dividendes pour ces sociétés. Alors que l'on demande tous les sacrifices aux ménages, pour récupérer trois sous, il est temps que la finance paye son tribut, elle en a les moyens !

LES CHIFFRES

>> Sur 100 euros de péages versés, ce sont entre 20 et 24 euros qui vont directement dans les poches des actionnaires.

>> 15 milliard de dividendes versés par les sociétés concessionnaires à leurs actionnaires entre 2006 et 2013, soit l'équivalent du prix de vente en 2005.

>> Le manque à gagner pour les comptes publics est estimé à 37 milliards d'euros d'ici à 2032 (date de fin des concessions).

PROPOSITION DE LOI



A télécharger sur

<http://www.senat.fr/leg/pll11-058.pdf>

Les parlementaires communistes et Front de gauche à l'Assemblée nationale et au Sénat.



Intervention de François Hollande : confessions d'un homme qui vit dans son monde

le 7 novembre 2014

Hier soir sur TF1, le Président de la République a tenté un nouveau numéro d'équilibriste pour tenter de remonter sa cote tombée au plus bas et de justifier la politique désastreuse qu'il met en place.

Pour un président qui déclarait faire de la jeunesse une priorité de son mandat et qui déclarait en début d'émission: " Je m'étais engagé sur la jeunesse, elle a sa non seulement sa place mais qu'elle est l'espérance pour notre pays" force est de constater que la jeunesse, tout comme les ouvriers et les syndicalistes, étaient bien absente du plateau.

Un François Hollande empêtré dans un discours idéologique qui ne répond pas aux besoins des jeunes:

Sans surprise les quelques questions relatives à la jeunesse avaient trait à l'emploi et à l'insertion professionnelle puisque près d'un jeune sur quatre est au chômage aujourd'hui en France. Qu'est-ce que François Hollande a répondu à ces demandes pressantes?

Rien, ou presque. Il s'est félicité de l'augmentation du nombre d'emplois d'avenir, mesure déjà prévue. Depuis le début de son quinquennat, François Hollande a sorti de son chapeau toute la panoplie des contrats aidés et des allègements de charges. Pour le plus grand bonheur des entreprises. 340 000 emplois aidés ont ainsi été budgétés pour 2014, avec un montant des aides publiques qui peut aller jusqu'à 95% du SMIC brut. 50 000 contrats d'avenir en destination des jeunes éloignés de l'emploi, pour lequel l'employeur perçoit en moyenne 75% du SMIC, sont prévus cette année. De leur côté, les contrats de génération plafonnent à 31 000 contre 500 000 annoncés.

S'ils constituent un amortisseur en période de crise, ce type d'emplois renforce aussi l'effet d'aubaine, la substitution à de réelles embauches, et débouche très rarement sur un poste pérenne.

Derrière les annonces de révolution numérique à l'école, il a omis de parler des inégalités qui se creusent entre établissements, de ces milliers de jeunes sans affectation, de ces classes sans professeurs et des...3856 créations de postes d'enseignants pérennes sur les 60 000 annoncés.

Comble du cynisme, le président a fait une nouvelle annonce qui ouvre de nouvelles régressions. C'est un cap de plus qui a été passé dans la réalisation des fantasmes du MEDEF avec ses annonces sur le service civique. "Je veux faire cette réforme sur le service civique. Si on pouvait aller plus loin que ce qui se passe aujourd'hui (...) Qu'on puisse aller vers un service qui pourrait s'appeler universel. On a besoin de cohésion dans notre pays. Il y a plein de personnes qui sont prêtes à donner un peu de temps". Ce service, d'une durée de "deux ou trois mois", au lieu de huit mois pour le service civique aujourd'hui, serait ouvert à "tout jeune français" ou "résident". Il "ne coûterait rien", car les jeunes volontaires ne seraient "pas indemnisés". "Le service civique tel qu'il est aujourd'hui coûte. Le service universel tel qu'il est prévu, tel que je l'annonce, ne coûterait rien puisque c'est par définition un temps qui serait donné", a expliqué le président.

Nous avons donc assisté en direct au rétablissement du travail gratuit à l'heure où nous affirmons mobilisations après mobilisations que nous ne voulons pas être les esclaves du 21ème siècle !

Il s'est ensuite fendu d'un discours idéologique sur le fait que les "entreprises créent les richesses dans notre pays". L'INSEE, contrairement au président de la République montre bien que se sont les salariés français qui produisent la richesse avec plus de 46 euros par heure travaillée.

Les jeunes communistes, actuellement mobilisés dans tout le pays pour une semaine d'action contre la précarité, reçoivent très mal ces annonces et comptent amplifier la mobilisation pour en finir avec le mépris de notre génération et la satisfaction permanente des désirs du MEDEF !

Stop à la colonisation de Jérusalem-Est !

le 7 novembre 2014

Depuis plusieurs semaines, des provocations de la part d'extrémistes israéliens ont lieu sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam. Ces personnes revendiquent la possibilité de prier également sur ce lieu.

En réalité, le projet du gouvernement israélien depuis des années est de faire en sorte que Jérusalem tout entière soit israélienne et d'abolir l'idée que Jérusalem-Est puisse appartenir aux Palestiniens un jour.

C'est dans ce sens que le « tramway de la honte » reliant les colonies à différents endroits de la ville a été construit, que le quartier palestinien de Sheikh Jarrah est visé par des expulsions locatives par centaines depuis des années ou bien encore que des fouilles archéologiques farfelues justifient d'autres expulsions de Palestiniens de leur maison.

Cela intervient dans un contexte général particulier. Après le sénat irlandais, le parlement britannique, le gouvernement suédois, ce sont les élus français qui ont réagi ces dernières semaines.

Ainsi, les élus communistes au Sénat, que l'on sait régulièrement mobilisés sur la question, ont déposé une demande de résolution sur la reconnaissance de l'État palestinien. Cette résolution sera examinée le 11 décembre.

A l'Assemblée Nationale cette fois-ci, le groupe socialiste prépare une résolution sur le même sujet. Celle-ci, si elle était adoptée, ne serait pas contraignante mais demanderait au gouvernement d'agir dans le même sens.

Dans le même temps, Alain Juppé, ex-ministre des Affaires Étrangères (de 2010 à 2012) s'est également prononcé pour la reconnaissance de la Palestine par la France, alors même qu'il avait fallu batailler pour qu'il agisse pour la libération de Salah Hamouri et que le gouvernement de l'époque aurait déjà pu opter pour la reconnaissance.

En tous les cas, force est de constater que la reconnaissance de l'État palestinien fait consensus à gauche comme à droite, ce qui est le simple reflet de la volonté des Français qui pensent à 80% qu'il faut un État palestinien.

Nous devons appuyer pour que cette reconnaissance se fasse bien. Nous serons le 28 novembre prochain au ministère des Affaires Étrangères pour remettre nos 30.000 pétitions à ce propos, afin de maintenir la pression sur le gouvernement. Le 28 et le 29 novembre seront également l'occasion de grands rassemblements partout en faveur de la paix et de la justice en Palestine.

Nous devons rester mobiliser jusqu'à la reconnaissance mais également après. Car si cela semble être une question de jour pour que le gouvernement français prenne cette décision, le long combat des Palestiniens ne s'arrêtera pas là.

Il faut donc également soutenir les démarches de l'Autorité palestinienne qui va déposer à l'ONU un plan de décolonisation de la Palestine et qui est actuellement en train de préparer son adhésion à la Cour Pénale Internationale pour attaquer Israël en justice pour différents motifs (ils ne manquent pas !).

Continuons de faire signer notre pétition pour poursuivre nos nombreuses discussions avec un maximum de jeunes autour de nous. Ne lâchons rien jusqu'à ce que le peuple palestinien accède à l'auto-détermination ! Notre gouvernement doit prendre ses responsabilités.

Ils ne "savaient rien" mais rassurez-vous, ils agissent
le 13 novembre 2014



Les récentes révélations du silence orchestré par l'État

(Le Monde), au moment de la mort de Rémi Fraisse, qui témoigne de la connaissance par les autorités des causes de sa mort, sont gravissimes. Le geste policier qui a causé sa mort était connu alors même que les médias annonçaient « la découverte du corps d'un manifestant » et que le ministre de l'Intérieur se cachait derrière « l'enquête en cours ».

Ce matin sur France Inter, il se disait en pleine réflexion sur les méthodes policières que pointent Amnesty International, « veut rassurer les jeunes », mais ne remettait pas en cause le surarmement des forces de l'ordre. La présence d'individus qui voulaient en découdre ne justifie pas tout, au contraire.

Les responsables doivent répondre de leurs actes et être démis de leurs fonctions une fois les enquêtes terminées.

A ce gouvernement qui veut donc rassurer les jeunes : il va bien falloir passer à l'acte parce que notre génération en attend.

Combien d'œil perdus suite à des tirs de flashball lors de mouvement lycéen ?

Combien de vies brisées après des comparutions immédiates de jeunes qui étaient « au mauvais endroit au mauvais moment » ?

Combien de vies humiliées par la routine des contrôles au faciès ?

Nous étions la priorité des dirigeants politiques de ce pays, cela s'appelait « Priorité Jeunesse ». **Mais au lieu d'avoir une écoute attentive à nos revendications légitimes, c'est le rappel à l'ordre permanent par le mépris, la réponse sécuritaire et punitive.**

Ce sont bien les chiens de garde d'un système qui n'en finit plus de tout verrouiller et qui cachent leur faiblesse derrière l'autoritarisme, du MEDEF au FN en passant par le gouvernement. Alors que nous faisons de la politique et renouvelons ses pratiques, participons de faire gagner la gauche aux élections et que nous menons le combat pour une société meilleure, des dirigeants politiques nous tournent le dos.

Les missions de la police ne peuvent plus se réduire au « maintien de l'ordre » qui perpétue cette situation :

- Fin des expulsions des jeunes privés de papiers
- Fin de la criminalisation des mouvements sociaux et des comparutions immédiates
- Interdiction du surarmement de la police notamment en manifestation
- Lutte contre les contrôles au faciès

Déclaration de la CENA sur la journée internationale des étudiants

Le 17 Novembre est un jour qui marque la lutte constante du mouvement étudiant dans le monde entier pour la démocratie, la liberté et la justice sociale et pour le droit à l'éducation. Il nous rappelle la résistance héroïque des étudiants à Prague contre le fascisme en 1939 ainsi que le sacrifice héroïque des étudiants lors du soulèvement populaire anti-impérialiste de Polytechnique à Athènes 1973. La Journée internationale des étudiants est célébrée en l'honneur des élèves qui ont été victimes des nazis en Tchécoslovaquie lorsque le 17 Novembre 1939, les armées d'occupation ont envahi dans le dortoir de l'Université de Prague tuant 9 élèves, 1200 étudiants ayant été envoyés par la suite dans les camps de concentration fascistes.

Cela fait 75 ans depuis le sacrifice des étudiants à Prague et 41 ans depuis le sacrifice des étudiants de l'Université polytechnique d'Athènes. La lutte héroïque des étudiants pour la liberté, la démocratie et la justice sociale ainsi que la lutte contre le fascisme et l'impérialisme, reste d'une grande actualité de nos jours.

• Aujourd'hui, les acquis globaux du mouvement étudiant dans de nombreux pays sont menacés par les monopoles et les gouvernements capitalistes dont la politique est de promouvoir la marchandisation de l'éducation publique et gratuite. Les étudiants du monde entier sont confrontés à une attaque institutionnalisée de leur droit à l'éducation

• Dans plusieurs pays, ce qui a été considéré comme un droit à l'éducation est devenu un privilège pour certains, tandis que dans le même temps les barrières de classe sont mises dans tous les aspects de la structure de l'éducation. Dans le même temps le domaine de l'éducation est considéré comme un marché rentable pour les monopoles, il devient donc commercialisable.

• L'éducation est dirigée vers la création de main-d'œuvre pas chère et pour la préservation du système capitaliste. L'Union européenne avec les États-Unis sont en première ligne dans cette direction et leur agressivité est suivie par les pays dans le monde entier. La FMI et la Banque mondiale sont utilisés comme outils pour promouvoir ces politiques.

• L'offensive idéologique continue à être aggravée, avec la falsification et la distorsion de la vérité historique, à savoir, l'effacement des réalisations de la lutte des travailleurs et des peuples et à la propagande anticommuniste la plus agressive. Dans le même temps, le contenu anti-scientifique de l'éducation est promu avec la tentative de diffuser les valeurs individualistes chez les jeunes.

• La connexion de l'éducation aux besoins du capital est appliquée par la mise en œuvre des politiques qui favorisent la privatisation de l'enseignement supérieur. Une telle politique est mise en œuvre à travers le processus de Bologne porté par l'Union européenne.

• Prenant en considération tout ce qui précède, la Commission de l'Europe et l'Amérique du Nord de la FMJD, déclare que:

• Les jeunes et les étudiants ne resteront pas spectateur face aux monopoles qui les privent de leurs droits et veulent les jeter dans la misère, les préparant pour le chômage et à être une population active pas chère.

• Nous ne resterons pas spectateurs face tentatives de transformer l'éducation en marchandise. Nous allons résister aux méthodes antiscientifiques et antidémocratiques de l'enseignement qui se traduisent par la déformation de l'histoire et la reproduction du système lui-même.

• Nos objectifs pour l'éducation publique et gratuite pour tous vont de pair avec notre lutte pour la paix, la solidarité et le renversement de l'impérialisme. C'est le système qui donne naissance à l'exploitation, l'oppression et la privation des droits, mais ce sont les jeunes que par sa lutte permettra d'atteindre la conquête permanente et universelle de leurs droits.

• FMJD salue tous les «luttés de tous les pays contre de telles attaques, pour le droit à un libre et public d'éducation pour tous, comme une contribution importante à la lutte anti-impérialiste de la jeunesse, et nous faisons appel aux étudiants des étudiants lutte de renforcement !

Dans ce cadre, la Commission de l'Europe et l'Amérique du Nord de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique décide de lancer la «Semaine d'action sur les étudiants en lutte». Nous avons choisi le 17 Novembre, la Journée internationale des étudiants.

45%
du patrimoine
économique



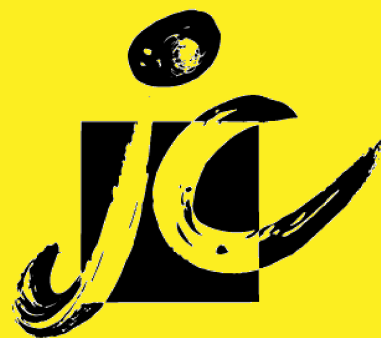
10%
des plus riches

55%
du patrimoine
économique



90%
de la
population

**DES MILLIARDS POUR LES
ACTIONNAIRES
DES SALAIRES
DE MISERE POUR
LES JEUNES !**



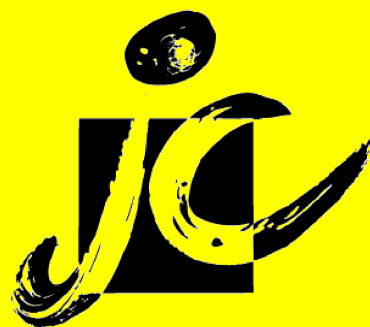
jeunes-communistes.org



22,5%

**des jeunes vivent sous le seuil de
pauvreté (moins de 950€/mois)**

**DES MILLIARDS POUR LES
ACTIONNAIRES
DES SALAIRES
DE MISERE POUR
LES JEUNES !**



jeunes-communistes.org

EN FINIR AVEC LE TOUT SÉCURITAIRE

**Contrôle au faciès,
Expulsions,
Comparutions
immédiates,
Bavures...**



www.jeunes-communistes.org

MAIS QUI SONT LES CASSEURS ...?

Qui veut nous enfermer chez nous quand nous nous mobilisons contre la brutalité des expulsions et pour l'accueil de Léonarda, Khatchik et tous les autres ?

Qui nous insulte quand nous nous engageons pour la paix en Palestine l'été dernier ?

Qui nous renvoie sur le banc de touche quand nous exigeons la fin des contrôles au faciès, pratique combattue par un collectif et dénoncée par de nombreuses ONG ? **Qui nous renvoie l'image de casseurs** quand nous faisons irruption dans le débat public ?

Et finalement, qui vient de provoquer la mort d'un jeune manifestant, après avoir blessés ou passés nombre d'entre nous en comparution immédiate pour avoir été présent en manifestation ? **Nous étions la priorité des dirigeants politique de ce pays, cela s'appelait «Priorité Jeunesse»**. Mais au lieu d'avoir une écoute attentive à nos revendications légitimes, c'est le rappel à l'ordre permanent par le mépris, la réponse sécuritaire et punitive.

...CASSEURS D'AVENIR, AU SERVICE DE L'ORDRE ÉTABLI !

Ce sont bien les chiens de garde d'un système qui n'en finit plus de tout verrouiller et qui cachent leur faiblesse derrière l'autoritarisme, du MEDEF au FN en passant par le gouvernement. Alors que nous faisons de la politique et renouvelons ses pratiques, participons de faire gagner la gauche aux élections et que nous menons le combat pour une société meilleure, des **dirigeants politiques nous tournent le dos**. Les missions de la police ne peuvent plus se réduire au « maintien de l'ordre » qui perpétue cette situation :

- Fin des expulsions des jeunes privés de papiers
- Fin des comparutions immédiates
- Interdiction des grenades et lanceurs de balles de défense
- Lutte contre les contrôles au faciès

REJOINS-NOUS !

Facebook/jeunes.communistes & sur Twitter @_MJCF

MJCF - 2,place du colonel fabien 75019 Paris

Die Linke bientôt à la tête d'un Land

<http://www.humanite.fr/die-linke-bientot-la-tete-dun-land-556793>

Les adhérents du SPD de Thuringe se sont prononcés très largement en faveur d'une coalition dirigée par le parti de gauche.

Près de 70% des adhérents du Parti social-démocrate (SPD) de Thuringe ont donné leur accord à la mise en place d'une coalition Linke-SPD-Verts pour gouverner le Land. Rendu public hier par la direction régionale du SPD, le vote des militants écarte les derniers obstacles à l'élection de Bodo Ramelow comme premier ministre-président Die Linke de l'histoire de l'Allemagne réunifiée. Jusqu'au dernier moment les pressions se sont multipliées pour éviter ce scénario. Joachim Gauck, le président de la République fédérale – au rôle certes surtout symbolique – y était allé lundi de sa réserve sur «la confiance» que l'on pouvait accorder à une formation héritière du SED (parti au pouvoir en ex-RDA).

Cet épilogue traduit, en toute cohérence démocratique, le résultat de l'élection du 15 septembre dernier. Die Linke était arrivé largement en tête de la gauche, avec 28,2% des suffrages. Le SPD obtenait 12,4% et les Verts 5,7%. Contre 33,5% au Parti chrétien-démocrate (CDU) (qui dirigeait jusqu'alors le Land en coalition avec le SPD) et 10,9% à l'AfD (extrême droite). La direction sociale-démocrate fait ainsi le choix de ne plus ostraciser Die Linke. Comme dans le Land voisin du Brandebourg où elle a pesé en faveur de la reconduction d'une alliance SPD-Die Linke en lieu et place d'une grande coalition avec la CDU. La conclusion de l'accord revêt une dimension qui dépasse les frontières de la Thuringe. Elle constitue d'évidence un ballon d'essai avant la prochaine échéance nationale, l'élection du Bundestag, en 2017. Le SPD avait, dès son congrès de 2013, préparé le terrain en levant l'interdit d'une alliance à gauche. Comme substitut à une grande coalition avec Angela Merkel.

Un signe qui ne trompe pas au moment où revers électoraux et perte d'influence du parti s'accroissent, depuis son intégration au cabinet de la chancelière.

Venezuela : Nicolas Maduro annonce une hausse de 15% du salaire minimum

Mardi 4 Novembre 2014

Le Président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro, a annoncé lundi une hausse de 15% du salaire minimum national pour le 1er décembre, le nouveau salaire minimum devrait atteindre 4889,11 bolivars (619,79 €) - article et traduction Nico Maury

C'est lors d'une réunion avec les travailleurs de l'administration publique du Palais de Miraflores, que le Président a annoncé une hausse du salaire minimum de 15%, fixant le minimum salarial à 4889,11 bolivars (619,79 €). Il a également signalé que le taux des bons pour l'alimentation passera de 0,5% à 0,75%.

Il a affirmé que ces revendications salariales sont rendues possibles par la révolution bolivarienne et les politiques économiques du Venezuela. "Avant l'avènement de la Révolution, les Présidents se sont assis pour savoir de quelle façon ils allaient voler les travailleurs pour donner aux riches (...) Aujourd'hui, les politiques sont placés sous la garde des travailleurs pour garantir santé et prospérité ". Le Chef de l'État a expliqué que les hausses des salaires sont au-dessus de l'inflation afin de casser les sabotages des groupes d'opposition pour déstabiliser l'économie nationale avec inflation. "Ils vont continuer leur guerre, nous continuons à aller de l'avant " déclare Nicolas Maduro.

Le salaire minimum au Venezuela dépasse celui de l'Espagne

Le Président Maduro a rappelé que les gouvernements boliviariens avait déjà fait 28 augmentations de salaire en 15 ans, ces augmentations sont possibles seulement dans le cadre du socialisme. En mai 2014, le gouvernement SOCIALISTE révolutionnaire du Venezuela, par la voix de son Président, Nicolas Maduro, avait décidé d'augmenter le salaire minimum et les pensions de 30%. "J'ai seulement décidé de relever le salaire minimum et les pensions de 30%". "Le salaire minimum va passer maintenant de 3270 bolivars (414,44 €) à 4251 bolivars (538,77 €)". Avec les bons alimentaires et les divers tickets offerts par le gouvernement, le salaire minimum monte désormais à 5602 bolivars (710 €).

Le retour des communistes (CPIM) dans l'État du Maharashtra (Inde)

Des élections régionales se tenaient dans l'État du Maharashtra. Dans cet État dominé par le Nationalist Congress Party (droite), le Bharatiya Janata Party (nationaliste) du Premier ministre indien, Narendra Modi et le Shiv Sena (nationalisme hindouiste), le Parti Communiste d'Inde (marxiste) réussit la reconquête de son siège perdu en 2009 - article et traduction Nico Maury

Dans cet état de 112 millions d'habitants les données politiques ne changent guère. La droite et les nationalistes restent majoritaires. Les partis du Nationalist Congress Party (droite, -21 sièges), du Bharatiya Janata Party (nationaliste) du Premier ministre indien (+76 sièges), Narendra Modi et du Shiv Sena (nationalisme hindouiste) (+19 sièges) se taillent la part du lion dans l'assemblée régionale du Maharashtra. L'Indian National Congress (INC) subissant une lourde défaite face à ses adversaires (-40 sièges).

Les communistes de retour dans l'assemblée du Maharashtra Battu en 2009, le CPIM avait perdu son siège dans l'assemblée du Maharashtra au profit d'un candidat nationaliste du NCP. Pour les élections de la mi-octobre 2014, le CPIM avait lancé dans la bataille 20 candidats dans 20 circonscriptions durement touchées par la crise agricole et la misère. Les communistes ont organisé des fronts de luttes massifs vers la population rurale de l'état.

Les questions de la sécheresse et l'accès à l'eau, la nourriture, l'emploi, le fourrage, la compensation pour les pertes de récoltes dues à la grêle, la levée de la dette paysanne, les exigences des travailleurs agricoles, la mise en œuvre de la Loi sur la sécurité alimentaire, la Loi sur les droits forestiers, la question controversée de l'électricité, les atrocités commises sur les Dalits (intouchables) et les femmes, étaient au cœur du combat des communistes durant cette campagne.

Les communistes ont remporté, à l'issue de cette campagne, 207.932 voix sur les 20 circonscriptions où ils se présentaient. Jiva Pandu Gavit parvient même à regagner le siège perdu en 2009. Avec 67.795 voix il devance un candidat nationaliste (63.009 voix) et reconquiert le siège de Kalwan dans le district de Nashik.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=humana>

